

Chambre des Représentants.

SESSION 1837 — 1838.

Commission des Pétitions.

FEUILLETON N° 2.

M. SIMONS, 1^{er} rapporteur.

- | Numéros
du
feuilleton. | Numéros
du livre des
pétitions. | |
|------------------------------|---------------------------------------|--|
| 1. | 350. | Par pétition du 1 ^{er} février 1838,
Plusieurs ex-receveuses de la loterie royale des Pays-Bas demandent une pension. — Concl. — Renvoi au ministre des finances. |
| 2. | 239. | Par pétition du 16 décembre 1837,
La veuve de Jean-Baptiste Brunin, à Montfort, en son vivant concierge de la maison de sûreté de Mons, demande la moitié de la pension dont jouissait son mari. — Concl. — Renvoi au ministre de la justice. |
| 3. | 174. | Par pétition du 28 novembre 1837,
Le sieur Adrien-Joseph Declercq, ci-devant juge de paix, à Bruges, demande une pension. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements. |
| 4. | 265. | Par pétition du 28 décembre 1837,
Le sieur Nicolas Reckinger, ancien militaire réformé, demande une pension. — Concl. — Ordre du jour. |
| 5. | 253. | Par pétition du 20 décembre 1837,
Plusieurs militaires pensionnés, à Bruxelles, demandent que la Chambre s'occupe du projet relatif aux pensions militaires. — Concl. — Ordre du jour. |
| 6. | 324. | Par pétition du 15 février 1838,
Le sieur J.-M. Van Bogaert, à Basel, Flandre orientale, réclame contre les décisions du conseil de milice et de la députation provinciale de la Flandre orientale, qui l'obligent au service. — Concl. — Renvoi au ministre des travaux publics. |

7. 230. Par pétition du 14 décembre 1837,
Des habitants de Florennes, signalent à la Chambre les mariages simulés à Florennes et à St-Aubin, pour soustraire des miliciens de 1838 au service militaire, et demandent des mesures répressives. — Concl. — Renvoi à la commission chargée de l'examen du projet de loi proposé par l'honorable M. Seron.
8. 338. Par pétition du 19 février 1838,
L'administration communale de Lavaux-Ste-Anne (Namur), demande qu'il soit apporté des modifications à la loi de 1817 sur la milice nationale. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements.
9. 288. Par pétition du 1^{er} février 1838,
Le sieur A. Marteleur, de Secheval (France), né en Belgique, demande la radiation de son inscription comme milicien dans la commune de Gédinne, qu'il prétend être illégale. — Concl. — Ordre du jour.
10. 235. Par pétition du 11 décembre 1837,
Le sieur Hourant, cultivateur à Neuville (Liège), demande que son fils, milicien de 1835, soit visité par des hommes de l'art et renvoyé du service pour ses infirmités. — Concl. — Ordre du jour.
11. 994. Par pétition du 24 mai 1836,
Le sieur Martin Lauis, à Anthée, demande l'annulation de la décision de la députation de la province de Namur, en date du 26 avril dernier, annulant celle du conseil de milice de Philippeville qui exempte du service pour un an, son fils, Désiré-Joseph, milicien de 1835 et marié depuis. — Concl. — Ordre du jour.
12. 303. Par pétition non datée,
Le sieur Vandendooren, milicien de 1836, de l'arrondissement de Termonde, demande à être libéré du service de la milice ou au moins qu'il soit renvoyé dans ses foyers, comme détaché de son corps. — Concl. — Renvoi aux ministres de la guerre et des travaux publics.
13. 175. Par pétition du 2 décembre 1837,
Le sieur F. Willems, à St-Trond, milicien appartenant à la classe de 1826, demande l'intervention de la Chambre pour faire révoquer un ordre ministériel qui appelle sous les armes un grand nombre de miliciens de sa classe, sous prétexte qu'ils n'ont pas payé leur masse d'habillements. — Concl. — Renvoi au ministre de la guerre avec demande d'explications.
14. 290. Par pétition du 23 décembre 1837,
Les greffiers des justices de paix de l'arrondissement de Tongres, demandent que leur traitement soit augmenté.
15. 352. Par pétition du 12 décembre 1837,
Les juges de paix de l'arrondissement de Termonde demandent que leur traitement soit augmenté dans la même proportion que

ceux des autres membres de l'ordre judiciaire. — Concl. — Renvoi de ces deux pétitions au ministre de la justice et à la section centrale chargée de l'examen du projet de loi proposé par l'honorable M. Verhaegen.

16. 270. Par pétition du 29 décembre 1837,

Le sieur François Hamel, exécuter des hautes-œuvres de la province de Liège, demande que son traitement soit porté à fr. 4,000, la population de la ville de Liège dépassant 50,000 âmes. — Concl. — Renvoi au ministre de la justice.

17. 302. Par pétition non datée,

Les commissaires de police des communes de St-Nicolas. Beveren, Tamise, Hamme, Alost et Grammont, demandent une augmentation de traitement et réclament l'intervention de la Chambre pour que des dispositions soient prises pour assurer leur avancement et des pensions à leurs veuves. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements.

18. 211. Par pétition du 5 décembre 1837,

Le sieur F. Malafosse, détenu à la maison de justice de Toulouse, réclame l'intervention de la Chambre pour obtenir l'exécution du principe de liberté individuelle qui a été violé dans sa personne par son extradition consentie par le gouvernement. — Concl. — Ordre du jour.

19. 318. Par pétition du 9 février 1838,

Le sieur J.-B.-J. Ruttens, détenu aux Alexiens, à Louvain, demande sa mise en liberté.

20. 319. Par pétition du 13 février 1838,

Le sieur G. Jamotte, détenu aux Alexiens, à Louvain, demande sa mise en liberté. — Concl. — Renvoi de ces deux pétitions au ministre de la justice.

M. MOREL-DANHEEL, 2^e rapporteur.

21. 1107. Par pétition du 2 décembre 1836,

La commission administrative des hospices civils de Liège demande de nouveau une mesure législative qui autorise les communes, hospices et autres établissements publics à affermer leurs biens ruraux pour 18 années et au-dessous, sans autres formalités que celles prescrites pour les baux de 9 années. — Concl. — Renvoi au ministre de l'intérieur.

22. 342. Par pétition du 27 décembre 1837,

Les notaires de canton de l'arrondissement de Bruxelles, demandent que la Chambre s'occupe, dans un délai rapproché,

du projet portant des modifications à la loi sur le notariat. —
Concl. — Dépôt au bureau des renseignements.

23. 176. Par pétition du 27 novembre 1837,
 Le sieur Franck, éditeur du *Nouvelliste* de Verviers, se joint
 à ses confrères pour réclamer un droit proportionnel du timbre
 des journaux. — Concl. — Dépôt sur le bureau de la Chambre
 pendant la discussion du projet dont elle est saisie.
24. 307. Par pétition du 28 janvier 1838,
 Des marchands de bestiaux de la commune de Venray,
 demandent qu'il soit apporté des modifications à la loi du 31
 décembre 1835, sur l'entrée des bestiaux étrangers. — Concl.
 — Renvoi au ministre des finances.
25. 335. Par pétition du 13 février 1837,
 Le sieur Buniolle, receveur de l'enregistrement et des domai-
 nes, à Arlon, adresse des observations sur le projet relatif aux
 frais d'adjudication des barrières. — Concl. — Dépôt sur le
 bureau pendant la discussion de la loi sur les barrières.
26. 229. Par pétition du 13 décembre 1837,
 Le sieur J.-B. Ménil, marchand à Dour, signale une percep-
 tion illégale commise par l'inspecteur des poids et mesures de
 Mons, en faisant payer pour le poinçonnage et le jaugeage. —
 Concl. — Renvoi au ministre des finances.
27. 305. Par pétition du 2 janvier 1838,
 Les membres du conseil d'administration des hospices et
 secours de Louvain, demandent que la Chambre statue sur leur
 pétition du 21 avril 1837, tendante à faire interpréter l'art. 131
 de la loi du 30 mars 1836, relatif à l'entretien des sourds-muets
 et aveugles. — Concl. — Ordre du jour.
28. 348. Par pétition du 29 janvier 1838,
 Le sieur H.-J. Janssens, négociant à Huy, demande la révision
 ou l'abolition du tarif d'octroi de la ville de Huy. — Concl. —
 Renvoi au ministre de l'intérieur.
29. 365. Par pétition du 25 février 1838,
 Le sieur Mahy, clerc de notaire, à Bruxelles, adresse des
 observations sur le projet de loi relatif aux modifications à la
 loi sur le notariat. — Concl. — Dépôt sur le bureau pendant
 la discussion de ce projet.
30. 1257. Par pétition du 3 janvier 1837,
 Des maréchaux-ferrants, cloutiers et fabricants du canton de
 Grevenmacher, renouvellent leur demande en diminution des
 droits d'entrée sur les houilles de la Sarre, et de les fixer au taux
 de celles venant de France. — Concl. — Ordre du jour.
31. 154. Les bourgmestres et échevins des communes de Schimmert,
 Houthem et Ulestraten, demandent des modifications à la loi

du 31 décembre 1835, relative à l'entrée et au transit du bétail.
— Concl. — Dépôt au bureau des renseignements.

32. 159. Par pétition non datée,

Des habitants de Boom demandent que le chantier de construction projeté par le gouvernement soit établi à Boom. —
Concl. — Dépôt au bureau des renseignements.